

Perspectives

N°21/087 – 17 mars 2021

CHINE – Ce qu'il faut retenir des « deux sessions »

Nouveau signe de normalisation en Chine : après leur annulation l'an dernier, en plein confinement de Wuhan, les « deux sessions » (les *Lianghui*) qui désignent la réunion de l'Assemblée Nationale du Peuple (ANP) et de la Conférence Consultative Politique du Peuple chinois (CCCPC) se sont tenues à leurs dates habituelles. Seule concession, elles ont duré une semaine, au lieu des onze jours habituels.

Ce qu'il faut retenir : cibles de croissance et objectifs de développement

Jusqu'au dernier moment, l'incertitude planait sur le dévoilement ou non d'une cible de croissance et de son niveau.

Finalement, c'est un objectif de croissance annuelle du PIB « au-dessus de 6% » qui a été retenu. Une surprise, puisque le consensus la fixe à 8%, et que la moyenne pondérée des prévisions de chaque province était proche de 7%. Mais une surprise pas si surprenante, qui s'inscrit finalement dans la stratégie chinoise de gestion de la crise depuis un an.

Cette flexibilité permet, en effet, aux autorités chinoises de piloter plus finement la trajectoire de reprise et de contrôler plus finement la dynamique de la dette – notamment des collectivités locales et des entreprises publiques – un sujet de préoccupation majeur. Cette approche est cohérente avec la politique monétaire menée par la PBoC, qui envoie depuis plusieurs mois un message de resserrement des conditions de liquidité attendues pour le second semestre 2021 (hausse des taux).

Elle vise en réalité à redonner un peu plus de « naturel » à l'économie, en adoptant un cadre de financement plus proche de la réalité (c'est-à-dire, en menant des politiques budgétaire et monétaire qui ne soient pas trop pro-cycliques, surtout en phase de reprise, pour éviter une surchauffe qui déformerait trop les courbes). Le déficit budgétaire de l'État central devrait ainsi diminuer, passant de 3,6 à 3,2% du PIB, grâce à la hausse attendue des recettes fiscales. On rappelle également que la dette totale a bondi de près de 25 points de PIB, tirée notamment par les lignes de crédit accordées aux entreprises publiques.

Cette légère dérive des habitudes d'une cible de croissance précise et inscrite dans une trajectoire quinquennale ne remet pas en question la nature très administrée de l'économie chinoise, qui est ressortie dans le reste des présentations.

Deuxième objectif chiffré, celui d'une inflation autour de 3%, une cible plus ambitieuse qu'elle n'y paraît, tant le deuxième semestre 2020 a été marqué par une décélération forte des prix, la Chine ayant connu plusieurs mois de déflation (novembre 2020, janvier et février 2021) et l'inflation étant passée sous cette cible de 3% depuis mai 2020. Bien sûr, l'accélération de la croissance, qu'elle soit de 6 ou 8%, devrait aider. Mais c'est surtout le contenu de cette croissance et la contribution de la consommation des ménages qui fera ou non redémarrer l'inflation.

Ce constat est directement lié à la troisième cible chiffrée présentée lors des deux sessions : l'objectif de création de onze millions d'emplois urbains en 2021 (contre neuf millions en 2020) et d'un maintien du taux de chômage urbain autour de 5,5% (comme en 2020). Cet objectif est directement lié au précédent et à l'enjeu du redémarrage de la consommation.

Il est profondément inscrit dans le contrat social chinois, notamment auprès des jeunes diplômés, enfants uniques des années 90 et 2000, élevés dans la certitude de voir leurs conditions de vie s'améliorer encore plus vite que celles de leurs parents. Si certains ont renoncé à entrer sur le marché du travail cette année en prolongeant leurs études, leur réintégration représente un défi que le gouvernement ne doit pas minimiser. Ce dernier a ainsi clairement annoncé que les dépenses publiques auraient comme but premier le soutien à l'emploi et à l'amélioration du niveau de vie des populations, même si l'arsenal de politiques publiques chinoises en matière de soutien direct à la population (hors créations d'emplois *via* les entreprises publiques) reste limité.

Ce qu'il faut retenir : évolution du modèle de croissance

On le rappelle, l'objectif principal du 14^e plan quinquennal est de faire de la Chine un « *pays socialiste moderne* » d'ici 2035. Là encore, pas de taux de croissance précis annoncé, mais des grands principes rappelés par le Premier ministre, Li Keqiang, comme celui d'« *améliorer la qualité et la rentabilité du développement* », notamment en faisant de la Chine une économie à haut revenus d'ici 2025 (PNB par tête supérieur à 12 535 dollars selon la Banque mondiale).

Deuxième concept majeur du Plan, la stratégie dite de « circulation duale », qui vise à optimiser les échanges extérieurs chinois, et notamment à réduire progressivement leur dépendance vis-à-vis de certains biens considérés comme stratégiques, en particulier dans le domaine des technologies avancées.

Dans le prolongement de la présentation du plan « *China Standards 2035*¹ », les investissements en R&D devraient augmenter de plus de 7% (soit une accélération plus rapide que celle de la croissance), afin d'accompagner de plus en plus d'entreprises vers les premier et deuxième tiers (ceux qui déterminent les standards et les normes et celles qui innovent, tandis que le troisième tiers se contente de fabriquer). Les domaines du quantique, de la nano-électronique, des télécommunications ou encore de l'intelligence artificielle sont particulièrement concernés.

C'est peut-être par ce genre de discours et de rapports que la Chine nous montre le plus que son modèle reste celui d'un « capitalisme administré », qui trie les « bonnes » et les « mauvaises » entreprises étrangères, dont l'ouverture aux investissements reste lente et vise toujours à protéger les entreprises nationales en n'introduisant pas de concurrence dans les domaines les plus stratégiques ou les moins avancés (on y retrouverait presque le « protectionnisme éducateur » de List).

Et surtout en encadrant la marche vers le futur, avec des secteurs prioritaires clairement définis et accompagnés, des objectifs chiffrés de dépôts de brevets d'invention « de grande valeur » (de 6,3 à 12 pour 10 000 habitants à horizon 2025, et des laboratoires nationaux invités à mener « la force stratégique et technologique nationale », un vocabulaire typique d'une économie planifiée...

Ce qu'il faut retenir : positionnement géopolitique

Avant même que le ministre des Affaires étrangères ne prenne la parole, le ton avait été donné avec la parution du budget, qui indiquait une hausse des dépenses militaires de 6,8%, légèrement supérieure aux 6,6% de 2020.

À écouter, ce dimanche 7 mars, le discours offensif du ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, la Chine n'entend faire aucune concession sur Taïwan (dont la Chine continentale prévoit toujours le raccordement par un tunnel sous-marin de près de 140 kilomètres), sur le Xinjiang en accusant les États-Unis de « prendre les droits de l'Homme et la démocratie comme prétextes pour créer des troubles dans le monde », sur l'Inde et ses « provocations unilatérales », sur la mer de Chine du Sud, où la Chine n'a « aucun problème avec ses voisins », mais où « les États-Unis et quelques autres pays occidentaux veulent saboter la paix [...] et déstabiliser la région ».

Et enfin, sur Hong Kong, dont les derniers rêves d'autonomie ont été enterrés avec l'approbation par le Parlement chinois ce jeudi 11 mars d'une nouvelle réforme du système électoral. Cette réforme verrouille le processus de désignation des candidats désormais aux mains du comité électoral, un organe soumis à Pékin, qui avec son droit de veto pourrait décider d'évincer les candidats pro-démocratie lors des prochaines élections législatives, lesquelles devraient de surcroît être de nouveau décalées d'un an.

¹ Cf. [Monde – L'actualité de la semaine, 5 mars 2021](#), « China Standards 2035 », là où la mondialisation rencontre le géopolitique

✓ **Notre opinion** – Il y aurait encore beaucoup à dire sur le contenu de ces « deux sessions », dont la tenue constitue toujours un temps fort de l'année économique chinoise. Sur les annonces liées à l'environnement (suite au discours du président Xi à l'ONU et à sa promesse d'atteindre la neutralité carbone en 2060), au commerce et à l'investissement (dans le sillage de la signature du RCEP fin 2020 et du développement de la zone franche de Hainan), à la précision de la politique monétaire, etc.).

Le plus intéressant est peut-être aussi de voir quels sujets ont volontairement été peu ou pas abordés. Au premier rang de ceux-là figure la Covid-19 et le déploiement de la campagne de vaccination. Si le Premier ministre s'est brièvement félicité des « résultats stratégiques majeurs obtenus dans la lutte contre la Covid-19 », peu a été dit sur la sortie définitive de l'épidémie, qui contraint encore fortement les déplacements de la population. Il faut dire que la Chine ne brille pas par sa rapidité dans ce domaine.

Alors que moins de 4% de la population a été vaccinée, il semblerait que la Chine ait fait le choix (hautement stratégique !) de déployer une diplomatie du vaccin en fournissant des doses (gracieusement ou non) à plus de soixante pays. Et si l'objectif officiel est toujours d'avoir vacciné 500 millions de Chinois (soit 40% de la population d'ici juillet, le manque de confiance de la population dans son industrie pharmaceutique, affaiblie par des scandales à répétition (médicaments contrefaits) pourrait compliquer la tâche...

Sans vaccin, difficile pourtant d'envisager une réouverture totale de l'économie, notamment au niveau des flux humains. Certes, la Chine, dont la balance touristique est largement déficitaire, a tout intérêt à garder sa population captive pour doper sa consommation et son industrie touristique domestique. Trop de retard dans sa campagne, couplé à une politique de fermeture des frontières toujours très ferme, l'exposerait toutefois à un risque d'isolement. Une situation déjà vécue, qui prouverait une fois de plus que l'histoire n'est qu'un éternel recommencement...

[Article publié le 12 mars 2021 dans notre hebdomadaire Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
16/03/2021	<u>États-Unis – Un plan de sauvetage au-delà des attentes</u>	États-Unis
15/03/2021	<u>BCE – Non, il ne s'agit pas d'une "bonne" repentification de la courbe des taux</u>	UE
12/03/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/03/2021	<u>France – Crise de la Covid-19 et marché du travail : premiers enseignements et incertitudes futures</u>	France
12/03/2021	<u>Italie – Conjoncture flash : Détail des comptes nationaux au T4 2021</u>	Italie
11/03/2021	<u>Brésil – Un vrai V (qui ne préjuge pas de la reprise à venir)</u>	Emergents
10/03/2021	<u>Zone euro – Conjoncture flash : la demande intérieure freine la croissance du PIB au T4 2020</u>	UE
10/03/2021	<u>Géopolitique – "China Standards 2035", là où la mondialisation rencontre la géopolitique</u>	Emergents
10/03/2021	<u>Plan de relance européen : opportunités, contraintes et risques</u>	UE
09/03/2021	<u>Royaume-Uni – Budget 2021, des ruptures dans la tradition des Tories</u>	Royaume-Uni
08/03/2021	<u>Zone euro – Le pari du déficit : un risque à prendre jusqu'en 2022 pour la Commission européenne</u>	UE
05/03/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
03/03/2021	<u>Les réseaux de chaleur, épine dorsale du développement de sources de chaleur renouvelable locale</u>	Energies renouvelables
02/03/2021	<u>Ukraine – Peut mieux faire...</u>	PECO
01/03/2021	<u>France – L'écart sectoriel se creuse, les ménages épargnent</u>	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier**Secrétariat de rédaction** : Fabienne PestyContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.